

Libération - vendredi 12 mai 2023

Expresso

Mixité sociale à l'école : bataille perdue pour Pap Ndiaye

Cécile Bourgneuf

Ce devait être son grand jour. Celui des annonces sur son plan mixité sociale à l'école, enjeu crucial en France. Pap Ndiaye voulait en faire un marqueur de sa politique, pour «*une école plus efficace et plus juste pour les enfants de milieux défavorisés : c'est l'héritage que je veux laisser*», avait déclaré le ministre de l'Education nationale en novembre. Il pensait alors faire des annonces quelques semaines plus tard sur le sujet. Mais elles n'ont cessé d'être repoussées.

Six mois plus tard, la rue de Grenelle promettait encore des déclarations après les vacances de printemps. Ce devait donc être ce jeudi. Devant la presse ? Non, ce serait finalement devant les recteurs et les directions académiques. En catimini, donc. Vous aurez dans la foulée un communiqué et un dossier de presse, assurait encore la veille son cabinet. Cette discrétion après des mois de teasing n'augurait rien de révolutionnaire. Encore moins en apprenant que le ministre n'allait même pas aborder la question du privé, qui aspire pourtant au détriment du public une large partie des élèves de milieux favorisés, alors qu'il est financé aux trois quarts par l'Etat et les collectivités, sans droit de regard sur son recrutement.

Pap Ndiaye a bien parlé aux recteurs jeudi. Les journalistes attendaient donc avec impatience le dossier de presse... qui n'arrivera jamais. Le cabinet finira par envoyer un texto : «*Le ministre reviendra sur tout cela dans les prochains jours lors de la signature du protocole avec le privé*», prévu dans quelques jours. Lunaire. Et de seulement communiquer sur deux éléments très parlants. D'abord, Ndiaye a fixé comme objectifs «*d'accroître la mixité sociale dans les établissements publics en réduisant les différences de recrutement social entre établissements de 20 % d'ici à 2027*». Abscons. Sans compter que Ndiaye avait annoncé vouloir leur fixer des objectifs applicables dès 2023.

Par ailleurs, les discussions, qui ont pourtant déjà duré longtemps, vont reprendre, au niveau local cette fois. Nouvelle sectorisation, fermeture d'établissements trop ségrégués, secteurs multicollèges (consistant à mélanger les compositions sociales opposées de deux établissements voisins), ouvertures de filières d'excellence... Pap Ndiaye a rappelé les leviers disponibles et a demandé de créer «*une instance académique de dialogue, de concertation et de pilotage de la mixité sociale et scolaire*» en réunissant les acteurs indispensables pour que la mayonnaise prenne : collectivités territoriales, représentants des établissements et parents d'élèves.

Interrogés par *Libé*, de nombreux connaisseurs du dossier sont restés sans voix en apprenant la nouvelle avant de juger «*sidérante*», «*effarante*» ou même «*triste*» la conclusion de ce plan qui n'en est pas un. Car tous le reconnaissent, Pap Ndiaye ne manquait pas de volonté. «*Ses recherches sur la question noire l'ont amené à être sensibilisé sur la question de la ségrégation sociale et ethnique*, dit Pierre Merle, sociologue. *Il a cette préoccupation sociale dans un gouvernement qui ne l'a pas. Son plan a donc peu de chance d'aboutir et il ne s'agit que de mesures homéopathiques.*» Emmanuel Macron n'a jamais dit un mot sur la mixité sociale. Elisabeth Borne non plus. «*Pap Ndiaye a été stoppé en plein vol*, résume un connaisseur. *Il fait ce qu'il peut sur un sujet qu'il porte seul et ne peut donc pas beaucoup parce qu'il y a visiblement des freins puissants à une politique volontariste avec des gens qui se soucient peu de l'hétérogénéité des classes.*»

La question du privé mise en avant de façon courageuse par le ministre n'a pas arrangé les choses. LR s'est emparé de ce sujet inflammable, jugeant qu'il s'agissait d'une «*nouvelle guerre scolaire*». «*Le sommet de l'Etat semble vouloir trouver une suite à un quinquennat mal engagé en gardant la possibilité de rallier les voix de LR*», estime Rémy-Charles Sirvent, *secrétaire national du SE-Unsa*. Pap Ndiaye n'imposera donc rien à l'enseignement catholique, si ce n'est des objectifs chiffrés pour accueillir davantage d'élèves boursiers, sans quotas.